

en lien

bulletin de liaison du **CEPAG**

Numéro spécial
ÉLECTIONS



VOTE VOTE

élection

QUAND TU NOUS TIENS!

C'était le 25 mai, c'était un dimanche ensoleillé... Après le jogging dominical ou avant le barbecue familial, les citoyennes et citoyens belges devaient accomplir leur devoir démocratique.

Certaines écoles avaient ouvert leurs portes pour accueillir isoloirs et urnes, parfois des ordinateurs. Dès 8h, ces lieux publics, devenus théâtre où se joue la pièce «démocratie», ont accueillis les électrices et électeurs. Certains «peoples»

politiques ou royaux ont même dû sourire aux photographes et caméramans prêts à immortaliser le moment du «A voté!». Image de marque oblige... Mais au fait, pourquoi votait-on? Pour élire nos représentants au fédéral, pardi! Mais aussi pour désigner nos représentants régionaux... Ah oui, c'est vrai, nous sommes un état fédéral... Et n'oublions pas de choisir les Belges qui composeront le Parlement européen...

«Mais l'Europe, c'est tellement compliqué...» La «chose» politique semble de plus en plus éloignée des préoccupations quotidiennes et certains se demandent finalement: à quoi ça sert d'aller voter? Si en ce mois de juin, quelques semaines après les élections, la tête est déjà un peu en vacances ou complètement dans le Mondial de foot, le CEPAG a voulu donner son point de vue, partager son humeur sur ces élections... (en mettant davan-

tage l'accent sur l'Europe mais aussi sur la montée de cette extrême droite qui se veut rassurante et proche de nous mais qui est tellement dangereuse...) pour vous permettre, à vous aussi citoyennes et citoyens, de vous faire votre propre opinion!

Bonne lecture!

voter

NE SERT À RIEN ?

Que dire au terme des élections européennes de ce 25 mai ? Au-delà de l'effroi de la montée ou de l'enracinement des partis populistes d'extrême droite, un désarroi réel a secoué les bases de la démocratie. Ce désarroi a un nom : l'absentéisme. Désintérêt, indifférence, opposition, quel sens lui donner ? Il témoigne néanmoins de la défaite du politique et du suffrage universel. Cette défection des fondements de la démocratie participative n'est pas nouvelle. Depuis quelques années, le désenchantement à la gouvernance politique envahit peu à peu l'opinion, faisant place à un vide idéologique ou à une démagogie souvent poujadiste. Le vote du peuple pour ses représentants, son contrôle sur la gestion politique, son agir sur la « chose » publique, ces actes hautement démocratiques ont-ils quitté le champ citoyen ? Pourquoi à un moment aussi critique de l'histoire européenne (crise, redressement et développement économique, Traité budgétaire, négociations pour un accord transatlantique...), les citoyens européens, majoritairement, se sont abstenus d'élire

leurs représentants au sein du Parlement ?

Peut-être pensent-ils que voter ne sert à rien ?

Peut-être que ces non-votants sont des contestataires ?

Peut-être sont-ils mécontents des politiques d'austérité impulsées par l'Union ?

Peut-être manquent-ils d'information sur les enjeux et les finalités européennes ?

Peut-être que ces enjeux sont trop « techniques » ?

Peut-être que le capitalisme a tellement bien combattu la puissance publique, droit fondamental de la démocratie, qu'il a réussi à engranger un réel changement culturel dans les pratiques politiques ?

Au regard de ces différentes interrogations, on constate

que certaines semblent avoir plus d'impact que d'autres ou peut-être sont-elles, finalement, toutes réunies. Il faut cependant en tirer des leçons pour ne pas renoncer à la souveraineté du peuple et aux principes inaliénables de la démocratie. La complexité de l'Union européenne, le déni de la fonction de son Parlement depuis des années face à la Commission, sa gestion technocratique et la suprématie de quelques pays où leurs leaders jouent aux despotes éclairés, a révélé au peuple une certaine lucidité du devenir de cet espace politique notamment en termes de choix économiques et sociaux. Le mécontentement ne part pas de rien, il a ses raisons.

L'Europe a décidé d'opter pour le capitalisme et ses intérêts au détriment d'un bien-être collectif reposant sur des politiques de cohésion sociale et d'économie solidaire. Le rapport de force des élus de gauche reste insuffisant pour porter une autre dynamique au sein du Parlement européen et par delà au sein de l'Union Européenne. Il aurait fallu un vote prioritaire et massif vers ces candidats pour qu'un bloc fort, à gauche de l'hémicycle, impulse une autre vision, un autre projet de société. Les populistes ont pu facilement puiser dans les faiblesses des politiques sociales et les dérives absurdes vers la précarité généralisée pour argumenter leur programme. Les débats se sont



cantonnés dans des oppositions dignes d'un combat de boxe, d'un combat de coqs, entre leaders, sans grand intérêt pour la démocratie et faisant rarement place à une réflexion complexe, nuancée, et critique. Les citoyens n'ont pas eu l'information suffisante pour entreprendre une analyse soutenue et transversale sur l'ensemble des enjeux européens et leurs projets de société.

Et pourtant les enjeux de ce 25 mai étaient immenses :

- La crise dans la zone euro
- Les plans d'aus-

térité et les dettes publiques

- Les accords transatlantiques
- Le rôle du parlement
- La paix
- L'environnement
- Le dumping social
- L'élection du nouveau commissaire
- Etc etc...

Le devenir de la zone euro au lendemain de ces élections ne laisse rien préfigurer de serein. Les politiques sociales et économiques pour le bien-être de la majorité des citoyens auront du mal à se faire entendre face aux clameurs discursives du capitalisme mondial et des Etats dominants et face aux démonstrations technico-financières de leurs représentants. Ils resteront sourds aux problèmes sociaux, à la précarité grandissante

et au désenchantement démocratique. Depuis la chute du mur de Berlin et la crise de 2008, le néo-libéralisme a instauré la loi de la concurrence et de la finance comme loi fondamentale, loi d'airain pour la survie de l'humanité. L'Europe de l'Etat-providence, du bien commun, de la redistribution des richesses, de l'égalité de droits, de la réduction de la pauvreté, du développement culturel... risque de sombrer dans les oubliettes pour laisser place à la chasse aux fausses dettes publiques et aux plans de redressement. Ceci accentuera encore un peu plus le désintérêt et la désillusion des citoyens et dans 5 ans, un désenchantement frôlant peut-être les 90

%....émergera des urnes. Qui sait, ce que mai 2019 nous révélera comme horizon politique ? Qu'est-ce qui pourra, déclencher l'émergence d'un sursaut démocratique, nul ne peut le dire. Mais une chose est certaine, la gauche doit s'atteler à conquérir de nouvelles victoires, à réinventer un projet de société-monde, osant la créativité économique, sociale et culturelle. Elle doit quitter la position de « l'accommodement » et arrêter de penser que le libéralisme est un paradigme nécessaire et incontournable dans le champ économique. La tâche sera ardue mais l'essentiel est de croire qu'une autre Europe est possible et pour les citoyens, il sera primordial de rester

lucide face aux chants des sirènes populistes et à leurs discours politiques complaisants et malveillants.

Photo de José Mesa

• **Anne-Marie Andrusyszyn,**
Directrice du Cepag

rejet VS SOLIDARITÉ

Les élections européennes ont débouché sur un résultat significatif: la montée en force du rejet... des politiques européennes.

Malheureusement, ce vote contre les politiques européennes (austérité, dumping social & fiscal, privatisations, mise en concurrence des travailleurs et des législations...) a débouché sur un paradoxe en se portant massivement sur des formations politiques eurosceptiques, europhobes, conservatrices, nationalistes voire d'extrême-droites.

«Autant de partisans, à l'échelle nationale, de la restauration d'un «capitalisme de papa» guère (et probablement pas) plus social que les récents pactes de stabilité économique mis en place par l'UE.

Qui plus est, ces formations politiques véhiculent dans leur programme maintes positions et propositions régressives vis-à-vis des minorités, qu'elles soient nationales, d'immigrations ou de genres.

Soit un retour à l'idéologie voulant que certains peuples, certaines couleurs de peau ou certaines formes de sexualités soient supérieures à l'autre. Le mouvement social en faveur de plus de solidari-

tés a donc du pain sur la planche: nous devons combattre les politiques européennes en expliquant et dénonçant leurs conséquences (mauvaises conditions de travail, salaires insuffisants, contrats précaires, austérité, dangers sanitaires...).

Mais nous devons aussi lutter contre le retour des xénophobes et d'un anti-européanisme chauviniste.

Faire front collectivement, avec l'ensemble des acteurs sociaux qui se débattent dans la mouise dans laquelle les plongent les politiques d'austérité, voilà sans doute l'un des défis auxquels les organisations syndicales vont de voir faire face pour rebondir et espérer inverser le rapport de forces. Cela promet de ne

pas être facile, car le monde syndical n'a pas l'habitude d'organiser des luttes multidimensionnelles avec des partenaires variés. De telles initiatives émergent pourtant. Il en est ainsi de la dynamique Acteurs des Temps Présents (www.actorsdes-tempspresents.be), qui mobilise des citoyens de tous horizons.

De même, la plateforme *No Transat!* (www.no-transat.be) s'oppose à la constitution d'un Grand Marché Transatlantique (TTIP/TAFTA) que l'Union européenne et le gouvernement des Etats-Unis mettent sur pied. A l'inverse des partis europhobes, c'est au nom de valeurs démocratiques, écologiques et sociales que la plateforme propose aux

citoyens de militer contre ce projet monstrueux voulu par la Commission européenne... et l'ensemble des Etats-membres. S'il n'y a pas de quoi se réjouir suite au résultat des élections européennes, il en va tout autrement pour la mobilisation contre le marché transatlantique. Avec plus de 36.000¹ signataires individuels et plus de 200 organisations-membres, la contestation contre les mégas-projets de la Commission européenne s'enflamme, sous une bannière faisant des solidarités l'une de ses premières priorités!

¹ A l'heure de boucler ce numéro.



l'extrême

DROITE HONTEUSE

Bonne nouvelle! L'extrême-droite a quasi disparu en Europe!

Du moins si l'on écoute les représentants de ces partis, grands vainqueurs des dernières élections européennes.

De Marine Le Pen en passant par Geert Wilders, l'ensemble des leaders de la droite extrême veulent désormais paraître « respectables ». Eux fascistes? Mais pas du tout, quelle horreur! On n'est plus raciste, on défend la laïcité. Islamophobe? Non bien sûr, on milite pour le droit

des femmes... Nationalistes? Oui, quand même mais uniquement pour dénoncer les torts de l'Europe qui martyrise le petit peuple.

Dans tous les pays, à quelques exceptions nauséabondes près (le Jobbik en Hongrie, Aube Dorée en Grèce,...), l'extrême droite nouvelle sort ses plus beaux costumes, ses tailleurs les plus ajustés pour nous faire croire que dorénavant, ces formations sont tout à fait fréquentables et cultivent la démocratie comme d'autres leur potager.

Mais derrière ce ravalement de façade, les idées qui ont fait la gloire de ces partis haineux sont toujours bel et bien présentes, justes édulcorées en surface pour ne pas effrayer le bourgeois

bien pensant qui rêve de voir son quartier résidentiel débarrassé des quelques rares étrangers qui s'y trouvent mais qui ne veut quand même pas se retrouver avec une révolution sur les bras. Car les leaders fascistes, désormais européens, ont bien compris qu'il fallait avancer sous le masque d'une xénophobie « light » (l'amalgame islam-terrorisme, par exemple) pour ne pas effrayer un électorat de plus en plus sensible à cet argument mais craignant encore le retour des vieux démons des années 30 et 40.

Et c'est bien là que se cache le danger le plus pernicieux: la banalisation des idées d'extrême droite dans un discours lénifiant d'ailleurs malheureusement repris

par certains partis traditionnels qui font de la démagogie leur fond de commerce. Repli sur soi, projets de société sécuritaires, peur érigée en système de pensée demeurent pourtant le socle idéologique de ces mouvements qui n'attendent qu'un faux pas de nos démocraties pour les réduire à néant.

politiques

MIGRATOIRES: TOUJOURS PLUS DURES?

Après les élections de mai 2014, place aux négociations en vue de constituer les majorités à tous les étages de l'État fédéral. Quelles seront les conséquences des futures alliances conclues sur les questions de politiques migratoires ?

Déjà mis sous pression par la NV-A, le gouvernement fédéral sortant a été, par le biais de sa Secrétaire d'Etat à l'asile et à l'immigration, à l'initiative de mesures fortes pour montrer à l'opinion publique qu'il prenait à bras le corps cette migration vectrice de tous les maux : réduction du nombre de réfugiés (de 21.479 en 2012 à 10.000 en 2014) ; restriction de la procédure d'accès aux visas pour les Belges d'origine turque ou marocaine avec une diminution impressionnante du nombre de regroupements familiaux – une véritable discrimination établie sans le moindre mouvement d'opposition au sein de l'opinion publique – nombre de naturalisations en chute libre suite à la réforme du code de la nationalité ; politique de retour renforcée par la présence

d'agents de l'Office des étrangers dans les communes ; soins antirétroviraux accordés aux illégaux à condition qu'ils signent une déclaration de retour volontaire ; criminalisation des travailleurs clandestins renvoyés, menottes aux poignets dans leur pays ; refus d'octroyer la protection subsidiaire aux demandeurs d'asile afghans.

Les résultats des dernières élections parlent d'eux-mêmes... En tout état de cause, les citoyens n'ont pas, ou très peu, sanctionné les partis qui, soit ont mis sur pied les politiques restrictives en matière de droit à la libre circulation, soit les ont soutenues sans trop le crier urbi et orbi.

Les partis du gouvernement (MR, CD&V,

Open-VLD) sont sortis gagnants et le PS a limité les dégâts. Quant à la NV-A, elle a siphonné les voix d'extrême droite. Ecolo, seul parti qui, au Parlement s'est ouvertement opposé à cette politique

migratoire, a été le grand perdant du dernier scrutin. Il est donc plus que probable que, pour la prochaine législature, la volonté politique en matière de migrations continue dans la direction



empruntée, d'autant qu'on assiste de plus en plus à des attitudes et réflexions xénophobes sous des formes plus policées et donc plus... admissibles.

Au niveau européen, le tableau n'est pas plus réjouissant. Les partis de droite et d'extrême-droite sortent renforcés des élections et il est probable que ces partis, face à une opinion peu encline à accueillir l'étranger, renforcent une politique européenne des migrations basée sur la fermeté et la fermeture. «Vous n'êtes pas les bienvenus, à moins d'être hautement qualifiés et autosuffisants (*selfsupporting*). Et si vous survivez au voyage, vous aurez une petite chance d'être régularisés».

13 Cette politique qui multiplie centres fermés, noyades en mer, barbelés de Ceuta et Méléla, enrichissement des mafias... est la pire qui soit. Avec elle, nous allons droit dans le mur, guidés par les populismes ambiants et avec une gauche qui n'ose pas assumer un virage politique salvateur mettant en avant un contrôle radical des capitaux, des profits et ferait le choix d'une ouverture des frontières

pour une migration qui, de tout temps, a été une des caractéristiques fondamentales de l'humanité. Il ne faut pas désespérer et il est encore temps de pousser nos élus de gauche à opérer ce changement. Les forces associatives, le mouvement syndical, aux côtés des migrants, ont en eux cette force de dénonciation et de proposition pour que soient respectés les droits fondamentaux. La caravane des travailleurs sans papiers et des réfugiés qui, de Strasbourg à Bruxelles, a marché tout le mois de juin pour la liberté, est un réel espoir que la lutte ne faiblisse pas et que chaque fois elle renaisse pour créer plus d'égalité.

Photo de Lalla-Ali

• **Joseph Burnotte,**
Animateur

le travail

INVISIBLE

Les débats pré et post électoraux ont longuement tourné autour de la nécessité et des moyens envisagés pour créer des emplois. Ce sont les recettes néolibérales qui ont dominé le champ médiatique. La campagne électorale a été une nouvelle fois l'occasion de dénoncer le «coût» du travail qui nuirait à l'activité économique donc à la création d'emplois. Un peu comme si entre travail et salaire, on vous demandait de choisir ...

L'approche économique qui appréhende le travail comme un coût produit une double opération :

- Elle fait de l'entreprise une créatrice de l'emploi. Or, comme l'énonce l'économiste Frédéric Lordon, les entreprises ne créent pas l'emploi : «Les entreprises n'ont aucun moyen de créer par elles-mêmes les emplois qu'elles offrent : ces emplois ne résultent que de l'observation du mouvement de leurs commandes dont, évidemment, elles ne sauraient décider elles-mêmes, puisqu'elles leur

suite >>>>>>



viennent du dehors - du dehors, c'est-à-dire du bon-vouloir dépensier de leurs clients, ménages ou autres entreprises.» ¹

• Elle tend à inverser les représentations en présentant les entreprises comme des victimes d'un environnement social qui étoufferaient leur potentiel de développement. Alors que depuis des années les politiques de diminution des cotisations sociales démontrent leur inefficacité, ce sont les salariés qui se retrouvent pris en otage par la voracité des capitaux. C'est cette prise d'otage qui apparaît comme une question politique centrale. Elle se manifeste à la fois par des réformes du marché du travail qui précarisent les salariés (contrôle de la disponibilité des chômeurs dans un contexte de chômage

structurel, suppression sous certaines conditions des allocations d'insertion, allongement des carrières, ...) mais également par la dégradation des conditions de travail : temps partiels et bas salaires (surtout pour les salariées !), expositions à des risques (physiques, psychosociaux) liées à l'intensification du travail, formes d'organisation du travail qui imposent le travail en sous-effectif et l'individualisation des relations de travail, augmentation des emplois dans les PME où le risque d'accidents du travail graves est plus important... Cette dégradation des conditions de travail est à l'origine des inégalités sociales de santé. Si l'espérance de vie en bonne santé n'augmente pas en Europe pour les

couches sociales les plus précarisées, c'est en grande partie du à leurs conditions de travail et d'emploi ². L'expérience des mouvements sociaux montre qu'il ne peut y avoir d'amélioration durable des conditions de travail sans activité autonome des salariés et de leurs représentants. Cette activité concerne la création de rapports de forces tant sur les lieux de travail qu'au sein d'organisations et que dans la société dans son ensemble. Elle passe également par des actions qui visent à porter les réalités des conditions de travail dans le champ politique où aujourd'hui elles sont invisibilisées par des dispositifs qui contribuent à les aggraver (allongement des carrières, flexibilité accrue du temps de travail,



sous-investissement dans les structures publiques de contrôle de la sécurité au travail ³...). Cette dynamique permettrait qu'un moment fort de la vie politique, tels que des élections, ne puisse plus passer sous silence ce qui se vit au travail et les enjeux sociétaux qui en découlent.

¹ <http://blog.mondediplo.net/2014-02-26-Les-entreprises-ne-creent-pas-l-emploi>, 26 février 2014

² Laurent Vogel,

« Le travail, grand absent du scrutin européen », HesaMag, n°9, 1^{er} semestre 2014.

³ Sécurité au travail : « les entreprises contrôles tous les ... 21,5 ans », La Libre Belgique, 6 mai 2014.

Photo de Fransisco Osorio

• **Nicolas Latteur,**
Formateur



Photo de Marc Wathieu

élection

PIÈGE À CONS?

Le slogan popularisé par les manifestants soixante-huitards, peut être remis au goût du jour en cette année de toutes les élections. Un mode d'expression démocratique pour lequel à peu près toute l'humanité s'est battue. Qu'en fait-on en Belgique? En Europe? Où en est la démocratie et la représentativité? Alors que les visites de l'Informateur auprès du Roi se succèdent, les médias font des prédictions pour le gouvernement fédéral et analysent les formations dans

les Régions: Le PS a-t-il piégé la NV-A en se précipitant pour former un gouvernement régional et communautaire? Le cdH sera-t-il de centre-gauche à la Région et du centre-droit au Fédéral? Pendant ce temps, personne ne parle des mesures politiques qui se trouveront dans les accords gouvernementaux... En Wallonie et à Bruxelles, une majorité des citoyens ont voté majoritairement au centre et à gauche mais seront-ils entendus? Va-t-on mener des politiques sociales

qui créeront du travail décent? Va-t-on mettre en place des règles respectueuses de l'environnement? Va-t-on enfin prendre les mesures nécessaires en termes de places d'accueil, de salaire, de discrimination pour supprimer les inégalités entre homme et femmes?

Pas tout à fait...

Pourquoi se triturer le cerveau pour savoir qui aura la plus longue liste de revendications dans les accords gouvernementaux puisque la politique à mener semble déjà décidée?

Quelques jours à peine après les élections, on annonçait déjà les économies à réaliser : 14 milliards d'ici 2017 si on veut garder le cap de l'assainissement budgétaire imposé par l'Europe.

« Assainissement budgétaire imposé par l'Europe » ? Ah oui, on oublie que les responsables politiques belges présents dans les gouvernements précédents ont signé le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance, le tristement célèbre « TSCG ». Une véritable attaque sur les choix démocratique des citoyen-ne-s ! Lorsqu'on laisse la composition du budget entre les mains de la Commission européenne, un organe de décision suprême non-élu démocratiquement, rappelons-le, il n'y a plus de choix possible ! C'est le libéralisme à outrance qui doit régir nos politiques nationales.

Les politiques de « centre-gauche » ne se retrouvent pas dans ce programme libéral. Les seules politiques sociales inscrites dans les Recommandations de la Commission européenne, devront être supprimées sur l'autel du libre-échange !

Déni de démocratie vous dites ?

C'est dans ce contexte que « Election piège à cons » prend tout son sens. Ce qui prend sens aussi, c'est l'abstentionnisme. Pourquoi jouer aux jeux des élections si les résultats sont balayés d'un revers de la main par des Directives européennes ? L'abstention, c'est la politique de la chaise vide autour de la table de négociation. Ça n'a jamais fait progresser des mesures bénéfiques aux salarié-e-s. Ni la chaise vide,



et en fait, ni la table de négociation...

Le rapport de force à créer, par et pour, les travailleur-se-s pour gagner la lutte des classes et transformer la société, ne se fait pas autour de la table, elle se réalise dans la rue ! La démocratie est à reprendre et à recréer pour une réelle représentativité ! Les « Que veux-tu qu'on y fasse ? »

ou « Tous pourris ! », lancé sur Twitter ne feront jamais avancer les mesures anticapitalistes ! Lançons plutôt un appel sur les réseaux sociaux, en se donnant rendez-vous sur les pavés pour crier un autre slogan : « Qui sème la misère, récolte la colère ».

Photo de Kodac Views

• **Céline Moreau,**
Formatrice



Le Cepag est aussi
sur **Facebook!**
N'hésitez pas à
consulter
régulièrement
notre page,
à l'aimer, à la
commenter et,
bien sûr, à diffuser
nos événements
sans modération!

Le site www.cepag.be
vous informe de toutes les activités
et productions du Cepag

*Pour toute question ou pour recevoir
les invitations à nos activités,
n'hésitez pas à nous envoyer un e-mail
sur cepag@cepag.be!*

Éditrice responsable: Anne-Marie Andrusyszyn
Rue de Namur 47 - 5000 Beez
Graphisme: annecrahay.blogspot.com
Couverture: Rachel Titiriga (document retouché)